Le Bien pour tous et pour personne

«Je serai l'adversaire du peuple et lui ferai au Conseil tout le mal que je pourrai.»
Serment des oligarques cité *in* Aristote, *Politique*, VIII, 7, 19

Le livre de Gáspár Miklós Tamás, *L'Œil et la Main*, paru en *samizdat* aux éditions indépendantes AB en 1983 à Budapest, est un des rares ouvrages circulant à l'Est qui se réclame explicitement de la tradition libertaire. À la différence des travaux historiques du regretté Litvinov sur le mouvement makhnoviste, *L'Œil et la Main* se présente comme un «essai politique et philosophique», ce qui lui assigne d'emblée une visée plus ambitieuse, et du même coup l'expose aux traits d'une critique en proportion.

Pour résumer brièvement le projet de l'auteur, disons qu'il se propose de miner, à l'aide d'une réflexion critique sur les concepts de société et d'institution, la vision dominante, tant «marxiste» que bourgeoise, de l'État, qui le présente tantôt comme un bienfait, tantôt comme un mal nécessaire. Il est évident, aujourd'hui plus que jamais dans un monde qui subit une bureaucratisation accélérée, que la nécessité de ce mal ne trouve nul autre fondement que dans dans la hiérarchie inhérente à toute société divisée; que ce mal n'émane pas malgré eux, au nom d'une prétendue rationalité économique supérieure, de ceux qui en sont les agents et en vantent la nécessité; qu'il correspond à une volonté et à un projet. Le serment des oligarques que je place en exergue de cet article nous rappelle qu'en des temps moins hypocrites l'art de gouverner ne s'embarrassait pas de faux semblants. L'accoutumance au malheur favorisant la sujétion, faire subir au peuple le plus de maux possibles, – on le gave de spectacles et de *fast-food* jusqu'à lui faire perdre le sens du goût, on détruit le centre de ses villes pour le refouler à la

périphérie comme à Paris ou à Bucarest, on le courbe sous le salariat partout – voilà bien ce qui cimente l'unité des classes propriétaires de ce monde, partout ailleurs livré aux plus âpres divisions.

Donc, pour G.M. Tamás, «l'État est un mal». Et, une fois défini le mal, n'est-on pas en devoir de définir le Bien? Toute la première partie de *L'Œil et la Main* traite de ce problème selon une méthode fondée sur la théorie du droit naturel. Tamás commence par poser une série de postulats éthiques: il doit y avoir, par définition, un Bien auquel tous ont droit: «Le Bien n'est le Bien que si chacun y a droit, malgré toutes les différences. Une situation dans laquelle chacun profite du Bien à sa façon, nous l'appelons la liberté. Une société dans laquelle chacun profite du Bien et où chacun approuve cet état de choses, nous l'appelons une société libre ou bonne.» L'adoption d'une méthode éthico-juridique de critique sociale reflète à l'évidence la situation du penseur doublement isolé en tant que penseur et en tant que dissident au sein d'une société bureaucratique congelée. Je reviendrai plus tard sur les conséquences d'un tel choix méthodologique. G.M. Tamás repose, à l'exemple des socialistes utopistes, le projet d'une société idéale, mais, sans chercher à la décrire comme Fourier l'Harmonie ou Déjacque l'Humanisphère, il se contente de mettre au jour les conditions de possibilité de cette société. Si l'on part du fait que celle-ci doit ignorer la séparation et la hiérarchie, il en découle logiquement que nul individu et *a fortiori* nul groupe ne peuvent définir *de l'intérieur* les caractéristiques du Bien commun, vu que celui-ci résulte de la différence jouant librement entre les biens individuels. Pour s'en convaincre il suffit de se représenter la liste des Biens dont nous accable à la faveur des aléas de la domination l'État moderne: Développement économique, Sécurité, Révolution culturelle, Welfare State, Lutte anti-impérialiste, Révolution informatique et autres Post-modernités. En démocrate convaincu, Tamás propose de laisser libre la définition du Bien: le Bien n'est qu'un nom.

Cependant si le caractère extra-économique d'une telle argumentation, s'opposant aux analyses de bois produites par les sociologues à gages des pays bureaucratiques, n'est pas pour nous déplaire, le fait de se situer dans la sphère abstraite de l'éthique va sérieusement limiter le propos de Tamás. On ne peut pas ne pas tenir compte du fait que poser comme souhaitable, pour ne pas dire nécessaire, l'avènement d'une «société libre et bonne» est une prise de parti opposable aux tenants de la mauvaise société on délimite, à moins d'émettre un vœux pieux, un projet d'action dans le monde, on définit un parti au sens historique du terme. On ne peut pas ignorer que cette société ne sera pas bonne pour tous puisque certains vont s'opposer de toute leur force à sa mise en place. Il faut donc quitter le ciel des abstractions pour se placer sur le terrain de l'histoire. Dès lors, la théorie nominaliste du Bien se révèle insuffisante pour rendre compte de ce qui se passe réellement quand une force sociale nouvelle, libre et antihiérarchique, émerge et s'oppose à l'ordre ancien. Cette insuffisance éclate surtout dans la seconde moitié de l'essai de Tamás (le chapitre *Égalité et Liberté*) où l'abandon du point de vue historique fait déraper la critique dans les spéculations les plus contestables.

D'abord lorsque Tamás fait la différence entre les institutions de type A et de type B [1]En résumant le propos de Tamás, on peut dire que les membres de l'institution B réglementent leur propre activité, à l'inverse de ceux de l'institution A qui réglementent celles d'autrui. L'État est bien sûr une institution de type A., il ne s'aperçoit pas qu'il divise artificiellement des entités qui sont liées de par la nature même de la société hiérarchisée. Là toute institution est para-étatique, toute association qui recherche une reconnaissance sociale reproduit fatalement les relations de pouvoir à l'intérieur d'elle-même. À l'inverse les associations d'individus qui combattent *réellement* l'État ne sont en aucun cas des institutions et se voient à juste titre, dès qu'elles débordent sur une action pratique, traitées comme

association de malfaiteurs. Ce serait un contresens de concevoir le Conseil ou l'Assemblée ouvrière comme des institutions, alors qu'ils sont des instruments d'émancipation appelés à se transformer après leur victoire en des formes inconnues de nous. De même *Solidarność* mérite d'être perçu non comme un syndicat, fût-il le plus indépendant possible, mais comme un mouvement social, et c'est bien plutôt tout ce qu'il y avait d'institutionnel dans *Solidarność* qui a consolidé la bureaucratisation rapide de sa direction et a mené aux erreurs historiques que l'on sait.

C'est là que le projet de société transitoire avancé par Tamás, appelé «Société du conflit permanent», apparaît infiniment plus utopique que le projet révolutionnaire défini par deux siècles de révolte sociale, qui s'exprime comme une guerre avec montée des deux partis aux extrêmes, jusqu'à la victoire d'un des deux sur l'autre. Qui va instituer le «Système compensatoire des égalités»? La partie conservatrice attachée à l'ancien ordre? Évidemment non! Il faut qu'il y ait au moins une révolte à l'ordre du jour. Mais alors quel intérêt trouverait la partie révoltée à ce système? En admettant qu'elle fît prévaloir cette solution, elle imposerait contre leur gré aux anciens dirigeants (non seulement «l'élite étatique», mais aussi la classe propriétaire tout entière) un mode de gouvernement que ceux-ci n'auraient de cesse de jeter à bas. Elle aurait tous les risques attachés à la position dominante sans en recueillir aucun avantage. Il ne faut pas perdre de vue que dans une situation de crise où la division s'achève en conflit ouvert, chaque parti joue son jeu pour lui-même. Ce qui peut arriver de pire pour une forme sociale en ascension, c'est qu'elle se laisse intimider par le bluff de l'adversaire et freine pour des raisons tactiques, relevant non du jeu historique mais de l'ancien jeu politique, l'élan spontané qui la soutien. On a vu récemment toutes les conséquences néfastes pour le prolétariat polonais de la pratique de l'autolimitation.

Le «Système compensatoire des égalités» suppose par trop que la nouvelle société ressemble à l'ancienne pour que l'on puisse s'en satisfaire. Lorsque les masses se mettent à défier ouvertement le pouvoir et accèdent à l'activité historique, la conscience de former une société d'égaux qui s'impose alors à elles les amène à changer tous les aspects de la vie. Quelle inégalité ancienne trouverait grâce devant ce bouleversement? Ce sont les puissants d'hier qui se mettent à envier les révoltés, l'ordre des valeurs est changé sans retour, et toute compensation des égalités relèverait du compte d'apothicaire. La grande médecine sociale ne peut que s'y sentir étrangère. Ainsi, la «nouvelle tribune» que Tamás appelle de ses vœux et qu'il semble, analogie dangereuse, comparer à l'institution tribunicienne plébéienne à Rome [2]On sait que celle-ci a contribué à renforcer l'État romain en faisant accéder la plèbe aux plus hautes magistratures., ne saurait se maintenir longtemps sans être ou récupérée ou détruite si elle ne s'accompagne pas par ailleurs d'un mouvement de dépossession générale des classes propriétaires (*nomenklatura* ou bourgeoisie) par la masse des révoltés. Même affaibli considérablement, l'État ne consent jamais à dépérir. Le double pouvoir institutionnalisé est une lourde illusion qui se retourne immanquablement contre l'ancienne classe dominée qui montre qu'elle n'a pas su aller jusqu'au bout de son action.

Bien qu'il ne partage pas les illusions de nombreux dissidents sur la démocratie bourgeoise, G.M. Tamás ne semble pas se rendre compte du phénomène de bureaucratisation accélérée du monde occidental; il ne saisit pas non plus à quel point la démocratie parlementaire à laquelle il accorde par une prophétie hasardeuse «un bel avenir», n'est qu'une forme particulièrement grotesque et décomposée de spectacle, destinée à divertir l'individu intégralement aliéné, fier d'autogérer son temps «libre» dans un des multiples syndicats de la vie quotidienne qui achèvent de couler dans le moule institutionnel ce qui lui restait de vie privée. Dans ces

conditions, une «introduction à la politique», pour reprendre le sous-titre de *L'Œil et la Main*, ne saurait simplement convier à introduire la politique là où ne paraissent que l'État et sa police, mais doit annoncer le dépassement de toute politique séparée dans une Grande Politique qui ne peut être rien moins que la construction de la Cité humaine par la démocratie directe et totale, «là seulement où les individus sont directement liés à l'histoire universelle; là seulement où le dialogue s'est armé pour faire vaincre ses propres conditions.» (Guy Debord, *La société du spectacle*).

Joël G.

Gáspár Miklós Tamás: Bibliographie sommaire

- *Metakritikai levél Lukacs György Ontologiajarol* (Lettre métacritique sur l'ontologie de Georg Lukacs), Uj Symposium, 1979; publié *in Lucakacs Revalued*, éd. A. Heller, Oxford, 1973
- *Maximum vagy absolutum?* (Le maximum ou l'absolu?), *Hid*, (Ujvidék) XLIII (1), 1979.
- *A nemzeti függetlenség eszméje és kisebbségi probléma* (L'idée de l'indépendance nationale et le problème des minorités), ms. 1982.
- *A nationalizmus mint rejjel és metafora* (Le nationalisme comme code et métaphore), AB, Budapest, 1982.
- *A csöndes Europe* (L'Europe silencieuse), AB, Budapest, 1982.
- *Republikanus elmelkedések* (Méditations républicaines), *Magyar Füzetek*, 12, Pa ris, 1983.
- *A szem és a kés, bevezetés a politikaba*, AB, Budapest, 1983? En langue française, *L'Œil et la Main*, Éditions Noir, Genève, 1985.
- *Entretien avec G.M. Tamás sur l'opposition démocratique en Hongrie*, paru dans *Iztok* n°10, mars 1985.
- *Hongrie, élections démocratiques?* entretiens avec G.M. Tamás et Laszlo Rajk *in Lettre d'Iztok* n°2, janvier 1986.